

Commission pour la Libération de la croissance française

Intervention de Pascal Lamy

Directeur Général OMC

Paris 5 Décembre 2007

Partirai sans surprise de la compétitivité du site "F" tel que je le vois dans le prisme de l'échange international. Insisterai ensuite sur l'urgence d'un changement du discours politique français dans sa relation au reste du monde. Terminerai avec quelques suggestions sur certains chantiers à mon sens prioritaires.

1 Dans l'économie mondialisée d'aujourd'hui, croissance égale compétitivité, égale emploi

Je pars de l'hypothèse selon laquelle l'économie mondiale continue son expansion due pour l'essentiel au progrès technologique et à la croissance des pays émergents qui se diffuse via les échanges selon un modèle Ricardo Schumpétérien de gains d'efficience.

Si j'insiste sur les caractéristiques de ce scénario, c'est qu'il remet totalement en cause l'approche F de la compétitivité, qui est demeurée mercantiliste : les exportations sont à développer et les importations à diminuer. Cette approche ne correspond plus ni à la théorie ni à la réalité d'aujourd'hui

- € affranchit la F de la contrainte économique extérieure au sens de la nécessité d'équilibrer la balance courante pour des raisons de change. L'échange international opère désormais comme un miroir de la compétitivité. Les flux d'échanges de biens, de services et de capitaux dans les deux sens sont des témoins à la fois de l'attractivité et de la compétitivité de la F
- Mais à l'inverse, l'€ renforce la contrainte extérieure : comme dans le système de l'étalon or sauf que l'étalon actuel est le meilleur rapport productivité/prix/salaires de la zone € qui représente plus de 60% des échanges extérieurs de la France
- plus de secteurs abrités et de secteurs exposés, même si une certaine préférence pour le voisinage demeure
- spécialisation (la division internationale du travail) ne se fait plus par secteur, ni même par produits, mais par gammes de produits. Elle est donc de nature plus microéconomique

- Des lors, améliorer la compétitivité équivaut à plus d'emplois et pas l'inverse, contrairement à une opinion qui reste répandue

C'est sous cette lumière qu'il faut considérer les forces et les faiblesses de la F.

- forces : localisation, climat, image, infrastructures, productivité de la partie qualifiée du travail, natalité et donc taille de la population, patrimoine, diversité des territoires
- faiblesses : l'exaspération des conflits, la dispersion syndicale, et pour être plus précis le positionnement produit/pays en voie de dégradation en raison de la géographie et de la nature technologique de la croissance. OCDE a perdu 25% de part de marché mondial en 15 ans. Pas un problème compte tenu de la croissance du marché. Mais F - 35% et D - 10%. Perte de part relative est inquiétante.

Rien d'irréversible dans tout cela. La globalisation économique n'est pas un jeu à somme nulle où les pays en développement entraînent les salaires vers le fond de l'abîme. La croissance c'est d'abord de la productivité globale. La disponibilité des facteurs de production, travail et capital et surtout l'aptitude à les combiner de manière plus efficace. Si l'on veut un exemple concret, voir évolution économique européenne qui n'a cessé de s'ouvrir à la fois en interne et en externe durant 50 ans et où s'est opérée cette spécialisation par gamme. Ou exemple textile habillement politique commerciale extérieure identique depuis 50 ans et où certains pays européens ont fait beaucoup mieux que d'autres. Ou bien encore, comment les US ont utilisé le capital et la technologie pour monter en haut de gamme dans certains secteurs et comment leur compétitivité s'est dégradée dans des secteurs protégés comme le transport maritime.

En résumé en économie ouverte, la croissance et l'emploi c'est la compétitivité et la perte de compétitivité se paie en emplois. Et la compétitivité résulte d'une multiplicité de facteurs de plus en plus micro dans lesquels la part naturelle décroît par rapport à la part culturelle.

J'irais jusqu'à dire qu'il faut mettre l'accent autant sur la compétitivité de la "F" que sur la compétitivité "des Françaises et des Français".

2 - La vraie faiblesse de la compétitivité et donc de la croissance F et de l'emploi est d'ordre culturel

C'est désormais bien connu et bien établi, toutes les mesures en attestent, la F est en déficit de confiance. Pas de confiance en elle-même, pas de confiance en les autres, crainte de la concurrence, crainte de l'ouverture, crainte de l'avenir. Les bouleversements entraînés par la globalisation qui s'accélère y sont d'abord perçus comme des risques ou des menaces. La France est mondialisée dans son corps mais pas dans sa tête. Le sentiment se répand que les français réussissent moins bien en France qu'ailleurs.

- pour des raisons héritées de la tradition : pays terrien, le plus souvent protectionniste, "mélénisme"
- pour des raisons nouvelles : l'exclusion sociale, chômage de masse des jeunes contaminent la société et ses représentations du virus de la précarité et de la angoisse de la chute dans la pauvreté

Je parcours le monde à longueur d'année du N au S et de E en O et je vois partout de la richesse extrême et de la pauvreté extrême. Mais le seul endroit où ces réalités sont perçues comme fatales sont ici. Partout ailleurs, le sentiment prévaut qu'on y peut quelque chose, individuellement ou collectivement.

A quoi attribuer cette spécificité ? L'intolérance à l'injustice, pour essentielle qu'elle soit, n'est pas un monopole français. A mon sens, c'est dans le discours politique que réside l'essentiel. Un discours politique majoritaire qui entretient les Français dans ce système de représentation défensif. Un discours politique anxiogène tant il est dominé par l'appel à la protection, à la méfiance. Un discours politique qui masque la réalité du monde en en faisant un océan de menaces dont il faut s'isoler et dont la puissance tutélaire, le grand totem de l'Etat va vous protéger. Mais aussi un discours politique minoritaire qui n'offre d'autre perspective que le sacrifice à tout prix des "avantages acquis" aux fins d'adaptation.

Si l'on veut changer cela, et à mon sens c'est cela qu'il faut changer, c'est donc d'abord à ce niveau quasiment anthropolitique qu'il faut se situer. Et c'est avec le discours inverse qu'il faut articuler les changements nécessaires, les réformes, les "avantages à acquérir".

Bien sûr, on ne peut pas tout faire tout de suite mais le discours doit être global pour induire des changements d'anticipation. Sans cette approche de politique générale qui consiste à identifier l'essentiel, à fixer des objectifs vers lesquels la progression est mesurable, et à rendre des comptes de manière transparente en termes de gains et de pertes, l'appétence pour l'avenir disparaît. Regardez l'Allemagne, le Canada, le Chili et comment ils ont fait.

3 - **Quelques suggestions pour déclencher de l'optimisme, le sentiment que l'on peut "s'en sortir"**

Au plan national d'abord, qui demeure essentiel comme lieu de cohésion et de solidarité. Au plan européen ensuite car la F fait désormais partie d'une économie continentale capable de peser sur l'environnement mondial

- plan national

- Recréer de la mobilité / de la promotion sociale : éducation à tous les niveaux, formation, marché du travail. Remédier à l'inégale répartition du capital économique et culturel des individus.
- Faciliter la prise de risque individuel en augmentant la tolérance à l'échec, en supprimant les rentes de situations, en taillant dans les maquis des autorisations
- Réduire le poids de l'État et des pouvoirs publics locaux dans les esprits et, pour le démontrer, dans la dépense.
- Diminuer la dette publique qui a d'ores et déjà réduit à néant les marges de manœuvre des générations à venir.
- Mais attention aux transferts sociaux: en F il réduisent la pauvreté de moitié. C'est plutôt leur mode d'administration et leur individualisation qui fait problème que leur volume. Aider les personnes et pas les structures
- Sur un plan plus général, quasi institutionnel, substituer la délibération et le compromis à l'arbitrage et au conflit

- plan européen

- Mieux utiliser l'effet de levier de l'espace européen qu'est celui des économies d'échelle (marché intérieur encore trop fragmenté, corporatisme nationaux en matière de recherche et de développement). Ne pas fléchir sur la politique d concurrence, parce qu'elle est anti- rente.
- Réduire les normes nationales au profit des normes européennes elles-mêmes de plus en plus négociées au plan mondial. Au fur et à mesure que se réduisent les obstacles classiques aux échanges (droit de douanes et restrictions quantitatives) les normes techniques,

sanitaires, environnementales, les standards les remplacent. Ces normes sont demeurées souveraines, au sens westphalien du terme, et sont en cours de globalisation via des processus de négociation et mise en œuvre qui impliquent un savoir faire nouveau. La construction de ces normes négociées est aussi affaire de rapports de force et de diplomatie.

- Considérer le prix des intrants comme facteur de compétitivité. Ex : agroalimentaire où l'avenir est à la valeur ajoutée et pas à la production de commodités là où les avantages comparatifs sont faibles, ou encore secteurs logistiques qui sont «l'internet physique»

Conclusion :

Deux remarques

- Même si mon scénario de base est celui de la poursuite de l'expansion du monde, économique, sociale, culturelle, ceci n'ira pas sans heurts. Il faut donc reconnaître la violence du capitalisme de marché, ce qui ne veut pas dire l'accepter, construire la cohésion sociale qui permet de s'en servir, de faire du judo avec, et accepter la redistribution des cartes géoéconomiques et donc géopolitiques.
- Sur un plan plus opérationnel, enfin, l'impact de vos travaux sera à 10% dans le diagnostic que vous poserez et dans les mesures que vous suggérerez. Restera les 90% qui consistent à conduire les changements. Ce sera long, complexe, conflictuel. Pensez à passer un peu de temps sur les 90%. Et réfléchissez à un grenelle de la compétitivité dont l'objectif serait d'entraîner tout le monde à bord.

Merci de votre attention